DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

24 SEPTEMBRE 2019 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci beaucoup, Madame la Présidente. Mesdames, Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement, Mesdames, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, chers amis. Nous nous retrouvons pour cette Assemblée générale alors même que le Secrétaire général a choisi le thème si important du climat, et nous nous sommes réunis sur ce sujet hier, alors que l'impatience partout s'exprime et alors que tout dans le monde qui nous entoure, en tout cas beaucoup de choses, pourrait nous conduire à être pessimistes.

Nous ne sommes pas au rendez-vous des exigences qui sont les nôtres, des objectifs que nous nous sommes données à nous-mêmes en matière de lutte contre le réchauffement climatique comme en matière de lutte pour la biodiversité. Les tensions sont multiples, à un niveau inédit dans certaines régions du globe, lorsqu'on voit ce qui, ces derniers jours, s'est encore déroulé dans le Golfe et lorsqu'on voit les défis qui sont devant nombre de nos amis ici présents, au Sahel en particulier, dont je retrouve ici les visages amis, et dans tant d'autres régions. Ces conflits sont de plus en plus durs, cruels à l'égard des populations civils, des personnels humanitaires, des défenseurs des droits. Comme le dit David MILIBAND, c'est l'âge de l'impunité qui s'est ouvert.

Les tensions commerciales se multiplient, les inquiétudes sont croissantes quant aux changements technologies et à leurs conséquences. Je ne veux pas ici dresser un tableau pessimiste, et je sais votre fatigue d'écouter déjà de nombreux discours depuis ce matin pour vous épargner la litanie de toutes les raisons de désespérer. Néanmoins, nous avons tout pour répondre à ces défis, tout, et ce de manière inédite. Nous avons d'abord la connaissance. Jamais la science dans le monde n'a été ainsi réunie pour pouvoir qualifier les défis qui sont les nôtres et entrevoir les moyens d'y répondre, du GIEC à l'IPBES, jusqu'à ce que nous sommes en train de construire sur les révolutions technologiques, cela est décrit. Chaque année un peu plus, nous savons. Nous avons le financement, qui ne manque pas à travers la planète. Nous avons la capacité d'innovation inégalée et qui, sur nombre des sujets que j'ai évoqués, est aussi un moyen de répondre à ces défis, de lutter contre la pauvreté, de stabiliser, de répondre aux grands changements que je viens de mentionner. Nous avons une conscience inédite de ces maux contemporains, notre jeunesse, quand il s'agit du climat ou des libertés, et, je dois le dire, nos opinions publiques, informées comme elles ne l'ont jamais été jusqu'alors. Et nous avons un cadre, ici même, le cadre des États libres qui se reconnaissent mutuellement et qui sont censés travailler pour le bien commun et préparer l'avenir de l'humanité, répondre à ces crises contemporaines, comme nous avons les cadres du multilatéralisme régionaux sur de nombreux sujets ou thématiques quand il s'agit du commerce ou de la coopération économique.

Alors qu'est-ce qu'il nous manque ? Qu'est-ce qui fait que nous (inaudible) des discours en donnant le sentiment à nos peuples que nous n'arrivons pas à répondre à leurs angoisses ? À y réfléchir, en me préparant à m'exprimer devant vous, je me remémorais un texte qui m'a souvent accompagné, et qui est celui que

SOLJENITSYNE eut à Harvard en 1978 sur le déclin du courage. Il nous manque le courage, beaucoup, souvent, et au fond, aujourd'hui, je voulais simplement vous dire que l'appel que je voudrais lancer, ce serait celui du retour du courage, sur deux sujets déjà, simplement, pour commencer : le courage de savoir bâtir la paix et le courage de la responsabilité. Le courage de savoir bâtir la paix, d'abord, parce qu'il faut du courage pour cela, parce que c'est une prise de risque à chaque fois, bâtir la paix, qui consiste à ne pas simplement défendre ses intérêts premiers, ses positions qui ont parfois conduit à l'escalade ou aux tensions.

Dans toutes les régions du globe, bâtir la paix, c'est prendre le risque, le risque du dialogue, du compromis, de la reconstruction de la confiance, et dans tant de régions, c'est ce dont nous avons besoin. C'est ce dont le Moyen-Orient, aujourd'hui, a besoin. C'est ce dont la région du Golfe a besoin. Le courage, ce ne sont pas des tensions, des provocations, des répliques. C'est une concertation exigeante suivie de manière transparente. Dès ma première expression devant cette assemblée, j'ai dit ma conviction, sur le sujet iranien, que la stratégie de pression sur la question nucléaire iranienne ne pouvait conduire qu'à un accroissement des tensions dans la région si elle n'avait, au fond et avant tout, une perspective claire de solution diplomatique.

En 2018, après le retrait américain de l'accord de Vienne de 2015, j'ai proposé un cadre global permettant de préserver le JCPOA et de le compléter par une approche élargie permettant de traiter les questions posées par le programme nucléaire iranien après 2025, le rôle de l'Iran dans les crises régionales et son programme balistique. Où en sommes-nous aujourd'hui ? À la stratégie américaine et à la volonté européenne, russe et chinoise de préserver, quant à eux, l'accord de Vienne de 2015, l'Iran a répondu par une stratégie de pression maximale sur son environnement régional.

Dans ce contexte, la montée des tensions fut, ces derniers mois, constante, et les attaques du 14 septembre contre l'Arabie Saoudite ont changé la donne. À partir de là, aujourd'hui, le risque est celui de l'embrasement sur la base d'une erreur de calcul ou d'une réponse non proportionnée. La paix est à la merci d'un incident qui dégénère, et les conséquences pour toute la région et au-delà seraient trop graves pour nous résoudre à vivre ainsi au bord du gouffre. Alors que faire ? Plus que jamais, je le crois très profondément, le temps est à la reprise des négociations entre les États-Unis d'Amérique, l'Iran, les signataires du JCPOA et les puissances de la région concernées au premier titre par la sécurité et la stabilité de celle-ci. Quels doivent être les termes, les objectifs de ces négociations ?

D'abord, la pleine certitude que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire. Ensuite, une sortie de crise au Yémen. Troisièmement, un plan de sécurité régional intégrant les autres crises de la région et la sécurité des flux maritimes. Enfin, une levée des sanctions économiques. Je n'ai aucune naïveté, et je ne crois pas non plus aux miracles. Je crois au courage de bâtir la paix, et je sais que les États-Unis d'Amérique, que l'Iran, que tous les signataires de cet accord ont ce courage. C'est avec la même conviction que nous poursuivrons notre travail, longuement discuté ces dernières semaines et lors du sommet du G7 de Biarritz, sur la Syrie, la Libye, le Sahel.

En Syrie, je veux ici saluer les annonces encourageantes faites hier par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, et une avancée décisive dans la Constitution, enfin, du comité constitutionnel tant attendu. Nous regardons tous la situation humanitaire à Idlib avec vigilance et exigence. Nous sommes tous attachés à la stabilité de la Syrie dans toutes ses régions et à la protection de l'ensemble des populations, et nous continuerons d'œuvrer pour la construction d'une solution politique durable et inclusive en Syrie. Elle passe par le travail de ce comité constitutionnel, elle passe dans le même temps par une sécurisation du territoire syrien pour permettre un retour volontaire et en toute sécurité des réfugiés. Elle passe aussi par un processus électoral libre qui aura à intégrer l'ensemble des citoyens syriens. Sur la Libye le sommet du G7 a rappelé nos objectifs et nos convictions.

Je crois très profondément qu'aujourd'hui nous avons besoin avec force d'une conférence inter-libyenne de réconciliation et d'un engagement fort de l'Union africaine aux côtés des Nations Unies pour ce faire. Beaucoup d'initiatives ont été prises, je salue l'engagement de l'Allemagne, je salue l'engagement de toutes les parties prenantes qui veulent bâtir la paix. Mais la paix durable ne sera construite que sur la base d'une réconciliation entre les lignes. Au Sahel, vous connaissez l'engagement de la France, il est constant, réaffirmé. L'avenir est là aussi dans la construction d'une coopération durable dans la région entre les 5 pays-membres du G5 Sahel, l'engagement de nos armées, l'implication des Nations Unies et la nécessité qui est aujourd'hui la nôtre de changer le mandat de la MINUSMA et de pouvoir pleinement intégrer nos objectifs : la lutte contre le terrorisme, la sécurité durable au Sahel dans les missions que nous nous sommes données à nous-mêmes. Passer la MINUSMA sous chapitre 7, continuer à engager l'ensemble des armées de la région, réengager toutes les forces de sécurité de la région dans cette lutte contre le terrorisme et engager notre énergie dans le développement, la stabilisation sont indispensables.

Ce sont là autant de situations où le dialogue, la construction de solutions politiques sont la clé du succès. Ce courage de bâtir la paix c'est celui que nous avons vu eu ces derniers mois à l'œuvre de manière inattendue, insoupçonnée au Soudan grâce à la force du peuple soudanais, grâce à la capacité de dialogue entre l'armée et le peuple, grâce au travail là aussi de l'Union Africaine et au rôle de l'Ethiopie dont je veux saluer ici dans toute la région la clairvoyance et l'engagement. C'est ce même courage de bâtir la paix qui est aujourd'hui requis en Ukraine. Le Président ZELINSKI qui a amorcé des premiers pas, le Président POUTINE a su lui répondre, des progrès ces dernières semaines ont été faits. Nous connaissons là aussi notre horizon et les prochaines étapes : les accords de Minsk et la capacité à bâtir sur le terrain enfin une paix durable.

Dans les prochaines semaines nous aurons ainsi un sommet en format Normandie au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Sur chacun de ces sujets, la question qui nous est à chaque fois posée c'est comment recréer un cadre de coopération efficace entre États ? Et je crois que c'est possible. Je ne crois pas que les problèmes qui sont aujourd'hui les nôtres ne se règlent dans la dilution des responsabilités et en quelque sorte un mondialisme qui oublie les peuples, et je rejoins à cet égard ce que le Président TRUMP a pu dire ce matin. Et je ne crois pas non plus que les crises que nous vivons se règlent davantage par le repli

nationaliste. Je crois très profondément dans le patriotisme en tant qu'il est tout à la fois l'amour de la patrie et l'aspiration à l'universel. Je crois très profondément dans la souveraineté en tant qu'elle est à la fois l'autonomie pour soi-même et la nécessité de coopérer. Ce qu'il nous faut aujourd'hui c'est réinventer ce que je définissais dans mon dernier discours devant vous comme un multilatéralisme fort. Non pas dire notre multilatéralisme est fatigué, nous ne nous écoutons plus nous-mêmes, nous n'avons plus aucune efficacité, non. C'est d'acter qu'il n'y a pas de solution sur le repli national, qu'il n'y a pas de solution sans coopération mais que cette coopération doit produire des résultats concrets, engager des acteurs nouveaux.

Nous avons démontré l'efficacité de ce multilatéralisme fort, contemporain. Je crois que nous l'avons fait sur le climat lorsqu'après la décision américaine de retrait de l'accord de Paris nous avons lancé avec les Nations Unies, la Banque mondiale, le *One Planet Summit*. Il a permis de garder la cohésion, d'engager des acteurs nouveaux, des investisseurs, des entreprises, nous l'avons encore vu hier lors du sommet organisé par les Nations Unies en engageant des acteurs nouveaux, en créant la dynamique, en résistant au délitement. Et à cet égard la ratification russe annoncée hier de ce même accord signe une forme de réussite de ces démarches et ce que nous avons su engager sur de nombreux sujets des coalitions le signe aussi. C'est le même multilatéralisme fort pragmatique que nous avons adopté pour lutter contre le terrorisme sur Internet par le processus d'Aqaba, l'appel de Christchurch le 15 mai dernier à Paris et je veux saluer ici l'engagement du roi de Jordanie et de la première ministre de Nouvelle-Zélande.

Hier nous avons marqué une avancée : 50 pays ont rejoint cette initiative, des plateformes se sont engagées pour prendre des protocoles opérationnels et retirer les contenus terroristes. Nous irons encore plus loin mais nous avons une réponse concrète, véritable. Il nous faut poursuivre cette capacité à bouger, innover répondre aux défis contemporains. C'est aussi l'esprit du partenariat, l'information et la démocratie. Il nous faut maintenant l'inventer en matière de sécurité. La grande difficulté qui est la nôtre aujourd'hui c'est que nous ne savons plus stabiliser un monde de plus en plus conflictuel alors que nous sommes sortis d'un duopole dans lequel nous avions vécu pendant des décennies. Nous n'avons plus vraiment les garants en dernier ressort de nos équilibres profonds.

Alors les désordres se sont installés et alors on tarde souvent à régler efficacement les choses. Je crois très profondément que ce courage de bâtir la paix passe par la réaffirmation de nos valeurs, celles des droits de l'homme et de la dignité de la personne humaine qui ne saurait souffrir d'aucune forme de relativisme contemporain. Elles passent par un réengagement concret sur l'ensemble des théâtres d'opération que j'évoquais à l'instant pour bâtir la paix et la stabilité et proposer aux peuples des solutions concrètes. Courage de la responsabilité ensuite sur beaucoup des défis qui sont les nôtres : quand nous parlons des biens communs contemporains, du climat, de l'éducation, des inégalités nous pouvons dire que nous savons, nous voyons.

Nous avons aujourd'hui tous les experts qui nous disent et nous décrivent avec un détail inédit la situation de notre monde. Si nous nous sommes affaiblis c'est que nous avons trop souvent décidé de remettre la vérité en cause, de contester les faits, de privilégier le court terme, parfois de protéger certains intérêts et la perte de sens

s'est installée**. Mais la réalité est là. Les inégalités ont réaugmenté dans notre monde entre les pays, au sein de nos pays. Notre capitalisme contemporain s'est mis à dysfonctionner produisant un niveau d'inégalité inédit. Nous n'arrivons plus à régler la grande pauvreté et les nouvelles formes d'inégalités** : inégalités d'opportunités, inégalités de genre, inégalités d'accès à l'éducation dans les régions les plus pauvres, inégalités devant la santé pour accéder aux traitements requis, inégalités climatiques quand on parle des pays les plus vulnérables ou des régions les plus pauvres frappés encore davantage par le réchauffement ou la raréfaction de la biodiversité.

Sur tous ces sujets, j'avais, l'année dernière, devant vous, présenté l'agenda proposé pour le G7 et la volonté de mettre au cœur de celui-ci la lutte contre les inégalités. Je voulais très rapidement vous en rendre compte et je crois que sur ce sujet c'est une contribution que nous pouvons collectivement apporter pour qu'une réponse commence à émerger, pour que nous puissions accompagner l'engagement collectif déjà apporté dans le cadre des objectifs de développement durable. C'est sortir du court terme, c'est décider de changer notre système.

Nous nous sommes engagés collectivement, d'abord, pour un agenda très volontariste pour l'Afrique, pour le Sahel, sa sécurité, sa stabilité, son développement, plus largement pour avoir un véritable agenda de sécurité, de développement, de réciprocité avec l'Afrique. C'est dans ce cadre qu'au mois de juin prochain, nous accueillerons en France un sommet Afrique-France, basé sur des partenariats économiques et l'implication des sociétés civiles dans cet esprit de réciprocité profond. C'est ensuite un agenda en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons, à Biarritz, lancé l'initiative AFAWA, à une hauteur de 251 millions d'euros, pour soutenir les femmes entrepreneures en Afrique, et nous veillerons, avec Angélique KIDJO, à ce que les projets soient rapidement engagés.

C'est une initiative proposée par les femmes africaines, opérée par la Banque africaine de développement, et pour laquelle les grandes puissances économiques ont décidé d'investir pour accompagner. Nous avons soutenu le fonds du docteur MUKWEGE pour la protection des victimes de violences sexuelles, lancé le Partenariat mondial pour l'égalité, que nous avons élargi à l'occasion de cette assemblée générale et qui consiste, pour les États qui le rejoignent, à prendre au moins une mesure nationale en faveur des droits des femmes en s'inspirant des meilleures pratiques dans le monde. Ce combat pour l'égalité femmes hommes est essentiel. Il est essentiel parce qu'il n'est pas gagné dans nos sociétés, parce que les féminicides continuent, en France comme dans tant d'autres États.

Nous devons donner un statut juridique à ce sujet et bâtir une action efficace pour l'éradiquer encore davantage que nous ne l'avons fait, parce que nous voyons, dans tant d'États, reculer l'égalité entre les femmes et les hommes, remettre en cause les droits des femmes à disposer de leur corps et les acquis des décennies passées, parce que partout où l'inégalité entre les femmes et les hommes s'installe, c'est du recul de civilisation, c'est l'obscurantisme qui monte, c'est le terrorisme qui grandit, c'est le recul de l'éducation. C'est le recul aussi de la croissance parce que c'est se priver, dans chacun de ces pays, de la moitié de la richesse potentielle. C'est aussi pour cela que nous soutenons fortement les Nations unies sur cet agenda. Sur ces trois principes d'action, émanciper, protéger, assurer une égalité réelle, nous allons

agir en vue du forum Génération égalité, qui se tiendra à Paris en juillet 2020, 25 ans après la déclaration de Pékin, qui avait alors marqué l'histoire de notre organisation. Il est hors de question de reculer. C'est une nouvelle étape que nous devons franchir. C'est cette bataille aussi et ce courage de la responsabilité que nous devons avoir en matière de santé.

Là aussi, nous observons, aujourd'hui encore, de trop nombreux reculs, des difficultés d'accès aux traitements dans certaines régions, encore aujourd'hui, malgré les efforts. Le 10 octobre prochain, à Lyon, se tiendra la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. C'est à cette tribune qu'en 2002, Kofi ANNAN avait appelé à la création d'un fonds mondial de lutte contre les inégalités face à la possibilité de guérir de maladies mortelles. Il a été créé ensuite, avec l'appui alors du G8, et les résultats sont là : 32 millions de vies sauvées. Je vous le dis, l'élimination des grandes pandémies est à portée de notre action. Il s'agit de sauver 16 millions de vies dans les années qui viennent. Il s'agit simplement de dire que plus personne ne peut comprendre que pour des raisons financières, que, pour des raisons d'inégalités, il soit aujourd'hui impossible d'accéder à des traitements pour prévenir ou guérir de telles maladies, d'empêcher que ces maladies regagnent du terrain.

C'est pourquoi il nous faut, à Lyon, 14 milliards de dollars. Nous avons trois semaines, et nous mettrons toute notre énergie pour qu'un nouveau fonds mondial soit au rendez-vous de notre ambition. Sur le climat enfin, car c'est là aussi une lutte contre les inégalités et c'est un des sujets sur lequel le courage de la responsabilité doit s'illustrer, au fond, il y a un paradoxe constant en matière climatique, auquel nous sommes en train, collectivement, de nous habituer. Au fond, on a donné un cadre à l'impatience de notre jeunesse, on lui donne la possibilité de s'exprimer, on lui dit : "on vous entend, c'est formidable." Et de l'autre côté, on continue encore trop souvent à faire comme avant. Cela ne tiendra pas. Je veux ici saluer l'engagement du Secrétaire général des Nations unies, et vous dire qu'en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de la biodiversité, il nous faut passer, plus fortement encore, aux actes concrets et changer en profondeur notre organisation collective, le système lui-même, pas chercher à le compenser, à le corriger, le changer nous-mêmes avec l'ensemble de nos investisseurs, de nos entreprises, de nos sociétés.

D'abord, revoir à la hausse nos ambitions. C'est essentiel si nous voulons avoir une chance de limiter la hausse des températures en dessous des 2 degrés d'ici la fin du siècle. Pour cela, il faut agir en 2020. En Europe, nous devons prendre, en 2020, les décisions qui s'imposent en matière en particulier de taxation carbone, avec un vrai prix minimum rehaussé, avec une taxation aux frontières. Si nous n'avons pas convaincu certains partenaires de suivre cet agenda, ces décisions courageuses s'imposent, et c'est maintenant. Il nous faut engager plus largement l'ensemble des pays dans une stratégie de neutralité carbone 2050. Plusieurs ont rejoint cette coalition.

Le Président PIÑERA l'a présentée à l'instant devant vous. Nous devons continuer de convaincre, d'engager sur cette indispensable stratégie. L'Inde vient d'indiquer sa volonté de rejoindre cet agenda et cette coalition. Je sais tout le volontarisme aussi de la Chine en matière climatique, si important ces dernières années. Je sais qu'ensemble, si nous nous engageons sur la neutralité carbone, nous pouvons, en

profondeur, changer les choses pour être au rendez-vous de nos objectifs. À ce titre, la COP 25 au Chili puis la COP 26 qui se tiendra en Europe seront des rendez-vous décisifs. La deuxième chose, c'est de remettre en cohérence nos agendas et nos actions. Je l'ai dit hier, mais nous ne pouvons pas dire : "on fait tout formidablement bien, rassurez-vous", et continuer dans tant de pays à être dépendants du charbon. Il faut que chacun, avec les contraintes qui sont les siennes, en ayant l'aide de la communauté internationale, les bons financements, en respectant chaque composante de nos sociétés, bien sûr, mais il faut que chacun s'engage sur une stratégie de sortie du charbon.

Il faut ensuite que les grands pays de ce monde arrêtent de financer de nouvelles installations polluantes dans les pays en voie de développement. Nous continuons encore aujourd'hui à avoir du financement export et des projets dans tant de pays financés par des pays développés, qui consistent à ouvrir de nouvelles structures polluantes, et, en quelque sorte, à dire aux pays en voie de développement, à dire aux pays les plus pauvres : "vous, le changement climatique, ce n'est pas fait pour vous. Vous pouvez continuer à polluer, c'est bon chez vous." C'est incohérent, c'est irresponsable. Soyons lucides avec nous-mêmes. Nous devons engager l'ensemble de nos banques de développement, comme nous avons commencé à le faire dimanche, vers une réorientation des financements vers les énergies renouvelables partout, parce qu'en Afrique, en Asie, sur le continent américain, dans le Pacifique l'avenir de la production énergétique c’est là aussi de sortir du charbon, de ne plus dépendre du charbon. De la même manière il nous faut bâtir un fonds climat à la hauteur de ces ambitions.

Le rendez-vous est dans quelques semaines, là aussi à Paris, pour la reconstitution du Fonds climat et j’en appelle à nos grands partenaires sur ce sujet pour qu’ils apportent leurs financements indispensables. Nous sommes plusieurs à avoir déjà doublé, engagez-vous, engagez-vous, c’est décisif. Et sur ce sujet de la cohérence.

Comme je l’ai dit hier nous ne pouvons plus avoir des stratégies commerciales d’ouverture libre-échangiste qui n’intègrent plus dans leur propre agenda l’objectif climatique. Elles doivent se conjuguer. Je crois à l’ouverture et au libre-échange mais je ne crois qu’au libre-échange raisonné qui doit permettre d’intégrer l’objectif zéro carbone et zéro déforestation.

Ça veut dire qu’à chaque fois il faut construire les solutions compatibles, qu’à chaque fois il faut trouver les mesures de compensation mais qu’on ne peut pas conduire certains pays à faire des efforts et continuer ces pays à commercer avec ceux qui n’en font pas, qu’on ne peut pas continuer à faire des déclarations à cette tribune et continuer à importer dans le même temps des produits qui font l’inverse. Ça ne se fera pas en un jour, la France elle-même importe encore trop souvent des produits qui conduisent à la déforestation. Cela suppose des changements en profondeur, cela suppose des stratégies partenariales avec les pays d'origine, avec nos entreprises, avec nos financeurs.

Je ne suis pas en train de vous dire que tout va bien en France et que nous avons tout bien fait, loin de là. Mais si collectivement nous ne sommes pas responsables, transparents et nous n'acceptons pas la cohérence entre nos actes et nos mots, entre nos agendas commerciaux et climatiques nous n'y arriverons jamais, jamais.

Ça prendra quelques années mais il faut le commencer maintenant. Et puis il y a deux sujets sur le climat que je veux ici souligner avant de conclure. Si nous voulons réussir cette bataille c'est la forêt et l'océan. Ces deux batailles sont essentielles pour réduire les émissions de CO2 et préserver nos équilibres en termes de biodiversité.

Sur ces deux questions mondiales nous sommes en train de perdre la bataille. Sur la forêt, nous avons hier, par l'engagement de tous, je crois, marqué une étape importante pour défendre la forêt amazonienne et la forêt africaine c'est-à-dire la réserve de forêt primaire de notre planète. Nous avons des pays qui se sont engagés, la France en fait partie mais je veux saluer ici l'engagement au premier titre de l'Allemagne, de la Norvège. Nous avions les grands pays, les organisations internationales, les organisations non-gouvernementales et la plupart des pays concernés par l'Amazonie pour rester pudique à cette tribune. Que tous ceux qui veulent se joindre se joignent mais nous avons besoin d'avancer. Et d'ici la COP de Santiago nous parachèverons des critères extrêmement, là aussi, efficaces, pragmatiques pour investir au plus près du terrain et trouver les solutions utiles pour favoriser les projets de reforestation, de protection de la biodiversité, d'agroécologie, tous les projets de développement économique de l'Amazonie, de la forêt africaine dans le bassin du Congo qui permettent le développement économique, la préservation de la forêt et donc notre combat pour la biodiversité et en matière de lutte contre le réchauffement.

Ce combat pour la biodiversité lui aussi a des rendez-vous devant lui et des rendez-vous majeurs en 2020 avec le Congrès de l'UICN en France et la COP 15 de Pékin là aussi en 2020. Nous devons avoir des actes clairs. Sur les océans le rapport du GIEC est d'une cruauté accablante. Les faits sont là, nus, têtus, nous sommes en train de perdre la bataille. Nous avons commencé à Biarritz à bâtir des coalitions avec les grands transporteurs qui se sont engagés à réduire la vitesse. Ça n'est qu'un début, nous sommes très loin d'avoir gagné et je souhaite que nous engagions, comme nous sommes en train de le faire pour la forêt primaire, le même combat sur les océans pour engager là aussi des financements nouveaux, des actions concrètes et gagner cette bataille.

Ce sont sur tous ces sujets des premiers changements, des premières actions mais je vous le dis ici avec beaucoup de force : ce que nous sommes en train collectivement d'essayer de faire est essentiel. C'est essayer collectivement de changer notre organisation collective politique, économique, sociale pour réduire les inégalités, mieux pour les prévenir. Moi je ne crois pas que la bonne réponse face aux inégalités contemporaines croissantes, climatiques, d'opportunités, d'éducation je ne crois pas que la bonne réponse soit dans chaque pays par un agenda fiscal. Je crois que la bonne réponse elle est dans chaque pays par l'éducation, l'accès à la santé, les politiques de prévention des inégalités mais par plus de coopération internationale et un agenda assumé de lutte contre les inégalités. Mais cela suppose au fond une forme d'agenda de réconciliation.

Ce que nous sommes en train de voir poindre devant nous c'est d'un côté une rhétorique constante de la dénonciation, et je l'entends. Elle nous pousse à agir mais elle n'est plus suffisante. Nous n'en sommes plus à dénoncer, nous savons. Nos prédécesseurs ont dénoncé il y a 20 ans, ils ont permis d'avoir des groupes d'experts. Mais donc il y a une rhétorique de la dénonciation qui est là. Et à côté de

ça, chez certains, un confort de l'inaction, une habitude qui est celle du cynisme. Et, au milieu, il y a le groupe encombré, peut-être maladroit, de ceux qui essayent de faire. Assumons de faire fortement, bâtissons ensemble cet agenda de réconciliation avec nos opinions publiques, avec notre jeunesse, avec nos entreprises, avec nos investisseurs et les gouvernements de bonne volonté pour dire “nous avons les faits, continuons à les établir et changeons dès à présent nos habitudes”, nos habitudes de consommateurs, nos habitudes de producteurs, nos habitudes d'investisseur, nos habitudes de gouvernement et de citoyens pour collectivement nous engager dans cet agenda de changement.

Mais rester dans ce tandem de la dénonciation et de l'inaction ne mènera à rien. Je crois très profondément que ce courage de la responsabilité c'est de regarder les faits en face, de dire il y a des choses qu'on peut faire tout de suite, d'autres qui vont prendre du temps parce que nous avons dans tous nos pays des producteurs qui ont parfois des dépendances à certains produits qui ne sont pas bons, parce que nous avons des peuples qui vivent dans des habitations qui ne sont pas parfaitement isolées, qui doivent se déplacer et polluent encore en se déplaçant et nous ne pouvons pas les culpabiliser.

Nous devons les aider à changer, nous devons leur proposer des solutions par l'innovation technologique, par l'investissement, par un vrai agenda de lutte contre les inégalités sociales, climatiques. Cet agenda de réconciliation c'est ce que nous devons faire. C'est ce que je veux mener en France, ce que nous devons bâtir en Europe, ce que nous devons construire ici.

Voilà Mesdames et Messieurs ce que je voulais vous dire. Je crois à ce courage de la responsabilité et plus largement je crois à ce retour du courage. En tout cas je pense que nous n'avons pas d'autre choix, nous devons travailler ensemble. Nos grammaires ont changé, elles sont sans doute moins simples qu'hier et elles nous engagent davantage. Sur tous les sujets de sécurité, d'inégalité, de santé comme de climat nous savons, nous aurons des comptes à rendre. Mais je ne crois pas davantage dans la facilité du pessimisme, je ne crois pas davantage dans la division. Je crois dans notre capacité à proposer, réfléchir, agir ensemble à bâtir cet agenda de réconciliation qui permettra partout de retrouver aussi le goût de l'avenir.

Je vous remercie.